

**POUR UNE
POLITIQUE
MIGRATOIRE
D'ACCUEIL !**



**UNI.ES CONTRE
L'IMMIGRATION JETABLE !**

SAMEDI 4 MARS, MOBILISATION PARTOUT EN FRANCE CONTRE LA LOI DARMANIN !

Un appel national à une mobilisation contre cette réforme a été signé par plus d'une centaine d'organisations, associations, collectifs et syndicats.

Pour Sète et le Bassin de Thau, le *Collectif Sète Terre d'Accueil* regroupant une quinzaine d'associations du Bassin de Thau appelle à un rassemblement

le samedi 4 mars à 14 h 30 devant le Centre de Rétention Administrative (CRA) de Sète, 15 quai François Maillol

Même si la période est bien chargée, tant au niveau national que local, il est nécessaire de montrer notre refus collectif de cette politique et du repli sur soi portée par ce nouveau projet de loi (la 22ème depuis 1980 !) avec des mesures encore plus restrictives.

Cet appel est également soutenu par ATTAC Sète Bassin de Thau, le 51, le DAL Sète, Greenpeace Groupe local de Sète et le collectif Visites Citoyennes du CRA de Sète.

Pourquoi nous refusons le nouveau projet de loi asile & immigration !



Le nouveau projet de loi Asile & Immigration du gouvernement conduit à une **négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es**.

Après les instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de centres de rétention, ce projet a pour **objectif de radicaliser les pratiques préfectorales**

arbitraires et répressives : systématisation des OQTF (obligation de quitter le territoire français) et des IRTF (interdiction de retour sur le territoire français),

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoignent l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées.

Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations

précaires, limitées aux métiers dits «en tension».

Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étrangers, **le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints.**

Ce projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique.

Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...) Les droits des étrangers sont de plus en plus précairés.

Ce projet s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement visant les plus précaires : chômage, retraites, logement, santé...

L'adoption de cette loi accentuerait la perception des personnes étrangères en France comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Elle criminaliserait davantage les personnes en migrations.

un rassemblement dans la continuité des actions nationales du 18 décembre 2022 et du 18 février 2023 !

Dans le prolongement de notre rassemblement du 18 décembre (Journée internationale des migrants) et de notre soutien aux actions visant à dénoncer les conditions de vie des retenues au Centre de Rétention Administrative (CRA) de Sète, nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le bassin de Thau pour dire non à ce projet de loi Macron/Dussopt/Darmanin.

Le 18 février : une journée nationale était organisée contre la répression, l'enfermement et les expulsions, pour dénoncer les CRA (centres de rétention administrative) et autres lieux de rétention administrative.

Autour de cette journée nationale, les membres du collectif local *Visites Citoyennes au CRA de Sète* ont augmenté leurs visites, sur plusieurs jours et ont alerté sur les conditions de vie indignes au CRA de Sète.

Ces visites sont, pour les personnes retenues, des moments d'échanges et d'humanité. Elles sont aussi et surtout des moments de vigilance et d'observation du respect des droits et de la dignité de la personne au CRA de Sète. Les témoignages permettent de sensibiliser un public plus large de l'existence de ce lieu de privation de liberté trop méconnu par la population sétoise.

Le Collectif Sète *Terre d'Accueil (STA)*

Sète Terre d'Accueil (STA) est un collectif d'associations de Sète et du Bassin de Thau qui agissent de concert depuis plus de 5 ans avec comme objectifs principaux :

- changer le regard sur l'immigration,
- faire de Sète une Terre d'accueil pour tous, dont l'adhésion à l'Association nationale des villes accueillantes
- dénoncer la violation des droits fondamentaux des migrants
- demander la fermeture des CRA (centres de rétention administrative)
- dénoncer la politique gouvernementale aggravant les conditions d'accueil

Membres du collectif : *Rencontres Citoyennes, Service Catholique de la Pastorale des Migrants, Cimate, Réseau d'Education sans frontières, Ligue des droits de l'Homme, Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, les Bons Samaritains, Emmaüs Sète Frontignan, Les Femmes du Soleil,, JRS Welcome Hérault, Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Publique, Association Entraide Familiale Protestante, Association de défense des Marins Abandonnés de Sète, Les Amoureux de la vie Sos Sdf.*

Contact : seteterredaccueil@gmail.com 06 31 92 47 09